

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

EXPRESS

UPG : AU BON SOUVENIR DE PIERRE MAMBOUNDOU



Photo: DR/L'Union

LE 15 octobre dernier, Les Mamboundouistes, un courant de l'Union du peuple gabonais (UPG), ont commémoré le 11e anniversaire de la mort de leur président fondateur. "Les Mamboundouistes se souviennent de feu Pierre Mamboundou comme un héros national, un homme d'État, un digne fils de la Nation, un homme épris de paix et de justice sociale, fervent défenseur de la démocratie véritable, un symbole de la restauration de l'autorité de l'État, ardent défenseur des libertés individuelles, des libertés publiques et de l'amélioration des conditions de vie des populations gabonaises", a-t-on pu lire dans une déclaration parvenue à notre rédaction. Ces derniers de rajouter que le disparu: "reste un modèle de continuité dans son combat politique et inspire les jeunes générations qui l'ont suivi, et certainement celles qui vont l'étudier dans les temps futurs car le Mamboundouisme pourrait être institué en doctrine".

PRÉSIDENTIELLE 2023 : L'ACR NON PARTANT ET APPELÉ À UNE TRANSITION POLITIQUE PACIFIQUE



Photo: BOTOUNOU/L'Union

Suite à une déclaration lue par, le secrétaire général de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), Yvon Mouguengui, au nom de leur leader, Bruno Ben Moubamba, le week-end dernier à Libreville, les militants de cette formation politique, ont appelé à une transition politique pacifique, au lieu d'aller aux élections de 2023. C'était lors de la célébration du 6e anniversaire de l'ACR, le 15 octobre 2022. Pour le secrétaire général de cette formation politique dite de l'opposition, "les élections de 2023 s'annoncent extrêmement répressives. Les signes sont là... n'allons pas aux élections comme en 2016". Et d'ajouter qu'il "ne peut y avoir de nouvelles élections au Gabon que dans le cadre d'une transition politique pacifique et si possible non militaire... et un donc après une réforme radicale de la Constitution actuelle". Ce, avant de proposer qu'un gouvernement de "normalisation soit nommé et collège des Sages de la Constitution doit porter la transition politique à raison d'un sage par département, qui se fera assister par des juristes et des experts appropriés".

Y. F. I. & CNB

Inde-Afrique/Défense : pour une mobilisation des efforts

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

COMME 12 autres pays du continent, le Gabon prend part ce jour à la 12e édition du forum Inde-Afrique axé sur le thème: "Adapter la stratégie pour dynamiser et renforcer la Coopération en matière de défense et de sécurité". Ce rendez-vous annuel qui traite des questions sécuritaires en Afrique, sera l'occasion pour notre pays d'apporter ses contributions. De ce fait, la ministre de la Défense nationale, Félicité Ongouri Ngoulibi, mettra en avant les efforts du Gabon dans ce domaine. "Le président de la République, chef de l'État, chef suprême des Forces de défense et de sécurité, Ali Bongo Ondimba, dans sa vision pour une armée opérationnelle et républicaine, mène une politique de défense axée sur la sécurité nationale et



Photo: SNN

La ministre de la Défense nationale, Félicité Ongouri Ngoulibi, lors de son plaidoyer.

régionale, et le présent forum représente pour le Gabon, une réelle opportunité de coopération sud-sud". Lors de ce forum qui se déroulera par visioconférence, la membre du gouvernement va inviter ses pairs à jouer la carte de la mobilisation. "Le continent africain, souligne la ministre de la Défense nationale, est confronté aux défis de sécurité multiformes, dont la résolution exige une réponse globale appropriée, et le Gabon

mon pays, s'inscrit dans cette dynamique. Fort de leurs relations d'amitié et de coopération d'autant de plusieurs années, les deux pays coopèrent dans plusieurs secteurs, et la visite du Vice-président de la République de l'Inde, au Gabon au mois de mai 2022, a contribué à donner un nouvel élan à ce partenariat. Ainsi, les pays africains et l'Inde se doivent de mutualiser les capacités de leurs outils de défense et de sécurité pour une paix durable".

Régulation des médias : Ngoyo Moussavou en VRP du Gabon à Marrakech et Paris

Y.F.I
Libreville/Gabon

Germain Ngoyo Moussavou, président de la Haute Autorité de la Communication (HAC) vient de participer à la 10e Conférence des instances africaines de régulation de la communication (CIRCAF), à Marrakech au Maroc et à la 7e Conférence des présidents du Réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM), à Paris en France. À Marrakech la conférence a eu pour thème "l'audiovisuel africain en mutation : ligne d'évolution et nouveaux enjeux". Occasion pour le président de la HAC de faire une communication inhérente aux " futures stratégies numériques pour l'audiovisuel africain". Non sans présenter l'expérience gabonaise en matière d'appropriation du numérique par le secteur audiovisuel. Par la suite le représentant du Gabon a participé à la 7e Conférence des présidents du Réseau franco-



Photo: DR

Le président de la HAC, Germain Ngoyo Moussavou, lors des travaux.

phone des régulateurs des médias (REFRAM) qui a eu pour thème "l'adaptation de la régulation aux enjeux et défis soulevés par les plateformes en ligne". Ainsi, le Gabon s'est engagé, au même titre que les trente autres membres du REFRAM, à œuvrer au renforcement de la coopération dans le domaine de la régulation des plateformes de contenus en ligne entre membres et avec d'autres regroupements internationaux analogues. Dans la même foulée Ngoyo Moussavou s'est engagé à renforcer le dialogue avec les grandes plateformes numériques (Twitter, Facebook, Google etc.).

Soulignons que la présence du Gabon à ces assises a été vivement saluée par l'ensemble des pays membres de ces deux organisations internationales, car consacrant le retour actif du pays au sein des instances panafricaines et mondiales de régulation des médias et de la communication, après une absence relativement longue. Un retour d'autant plus apprécié que le Gabon est considéré comme le berceau du Réseau des instances africaines de régulation de la communication (RIARC). Un regroupement des régulateurs africains porté sur les fonts baptismaux à Libreville en 1998.